

Laurent Lafforgue, Fanny Capel : à propos des conventions ZEP Sciences Po

Laurent Lafforgue, mathématicien et lauréat de la médaille Fields, et Fanny Capel, agrégée de Lettres Modernes et membre du collectif Sauver les Lettres, auteur de « *Qui a eu cette idée folle un jour de casser l'école ?* » (éditions Ramsay), nous donnent leur avis sur les conventions et dispositifs particuliers pour les ZEP. Entretien croisé.

Le Monde citait le 3 décembre dernier, ces propos – inquiétants – de Patrice Corre, proviseur d'Henri IV : « Environ 29 % des élèves de nos quatre plus grandes écoles (Polytechnique, ENA, HEC, Normale Sup ndlr) étaient d'origine populaire au début des années 1950 ; ils ne sont plus que 9 % au début des années 1990 : ce constat est insupportable. » Pour lutter contre ces inégalités criantes, plusieurs initiatives se sont mises en place. Depuis 2001 existent les conventions ZEP Sciences Po. Deux cents élèves scolarisés actuellement à Sciences Po sont issus de ZEP, comme le déclarait Richard Descoings en septembre dernier sur notre site. En 2005, ce sont 57 nouveaux élèves qui ont été retenus. Donner accès aux grandes écoles aux élèves issus des zones défavorisées est une noble idée. Elle fait d'ailleurs son chemin : depuis 2002, l'ESSEC a mis en place le programme « Une prépa, une Grande Ecole : pourquoi pas moi ? », suivi en cela depuis septembre dernier par Polytechnique. Enfin, en septembre prochain, une classe prépa ZEP ouvrira ses portes à Henri IV.

Que pensez-vous de ces initiatives et pour vous, représentent-elles l'amorce d'une solution pour aider les jeunes défavorisés à accéder aux formations d'excellence ?

Laurent Lafforgue : Plus l'école devient obsédée de justice sociale, en oublie sa raison d'être qui est d'instruire et fait passer les critères de niveau derrière d'autres critères, plus les classes populaires sont finalement perdantes. Les mesures à prétention « sociale », telles les conventions ZEP/Sciences Po, ont un effet opposé à leur objectif affiché. Elles risquent de ruiner la dernière partie du système éducatif construite sur la valeur du savoir, les classes préparatoires, et personne, surtout pas les élèves défavorisés, ne profitera de cette ruine. L'entrée en classe préparatoire ou dans une grande école, soumise à un critère social plutôt que de niveau, enlève leur sens à ces filières. De plus, elle est contraire au principe de l'égalité des droits puisque les conditions d'admission des élèves de ZEP ne sont pas à Sciences Po les mêmes que pour les autres (ils entrent sur dossier, et non sur concours ndlr).

Fanny Capel : Je souhaiterais revenir sur les chiffres que vous évoquiez. Par rapport aux années 1990, la situation a encore empiré : actuellement en effet, moins de 5% des élèves accédant aux plus grandes écoles, sont d'origine populaire. L'initiative de Richard Descoings a au moins un mérite : celui d'attirer l'attention sur cette flagrante injustice. Quant à son efficacité, il me semble surtout qu'elle est une opération de communication très réussie ! Finalement, on dirait un concours de beauté entre les grandes écoles, qui redoutent par-dessus tout d'avoir l'air ringard. Mais le peuple que souhaite-t-il ? Certainement pas un ticket au

rabais pour la réussite. Avec cette entrée particulière reposant sur une sélection sur dossier, on fait des élèves de ZEP une race à part, que l'on va juger sur la motivation ou la « tchatche » et non sur la difficulté d'une dissertation construite. C'est faire preuve de mépris pour eux. Je crains que cela ne les stigmatise dans le monde du travail.

LL : Je suis d'accord, c'est insultant vis-à-vis des classes populaires.

Ces mesures ont tout de même des effets positifs en ZEP, elles créent un effet d'entraînement pour les élèves et les enseignants des établissements sélectionnés. Par exemple, les élèves retenus lors de la sélection d'entrée à Sciences Po Paris, reviennent voir leurs camarades de terminale un mois après leur admission : ils leur redonnent confiance en eux, ils sont pour eux un exemple concret de réussite. Les équipes enseignantes sont aussi remotivées par ces projets d'excellence. Vous ne croyez pas au dynamisme que ces conventions peuvent insuffler au sein des établissements difficiles ?

LL : Dynamisme en direction de quoi ? Et excellence de quelles filières ? On assiste à la fois à la disparition de l'excellence et à celle des classes populaires dans les grandes écoles. Parmi les jeunes chercheurs que je côtoie, il y a beaucoup d'étrangers venus de leurs pays étudier en France après le baccalauréat, beaucoup de Maghrébins par exemple, mais pas un seul enfant d'immigré, pas un seul « beur »!

FC : Mais enfin tous les enseignants devraient avoir un projet d'excellence pour leurs élèves, avec ou sans convention Science-Po ! Hélas on fait souvent l'inverse dans les ZEP, en menant des expérimentations pseudo-pédagogiques qui éloignent les élèves du savoir. L'institution elle-même orchestre la baisse générale de niveau, en introduisant par exemple au bac des épreuves peu sérieuses, comme l'an dernier en français en séries technologiques. Les élèves devaient rédiger la lettre que la petite « Lily de Somalie »(personnage de la chanson de Pierre Perret) écrivait à ses parents... Cet exercice dit d'« invention », qui a remplacé le résumé-discussion, est à peine plus difficile qu'une rédaction de collège ! Comment voulez-vous qu'avec ça les élèves soient préparés à intégrer une prépa ? On ne peut faire l'impasse sur un certain niveau d'exigences, de connaissances. Conçoit-on un chirurgien peu sûr de son savoir et de ses gestes, ou un ingénieur construisant un aéroport qui s'effondre ? Les écoles qui forment une élite, pour conserver leur niveau d'exigences, ne peuvent recourir à la tricherie, ni à l'artifice.

LL : Mais même les grandes écoles ne maintiennent pas le niveau ! Je lisais récemment dans la *Gazette des mathématiciens*, le témoignage d'un responsable du concours commun Mines-Ponts, qui déplorait la baisse du niveau des élèves ingénieurs, particulièrement en mathématiques et en français, qui rendait beaucoup d'entre eux incapables de compréhension en profondeur et de réflexion autonome.

De se focaliser sur les banlieues occulte la baisse du niveau affolante que l'on retrouve partout, y compris dans les soi-disant lycées d'élite.

Enfin, d'après vos analyses, on est en plein paradoxe : plus on simplifie, moins les élèves défavorisés réussissent...

LL : Simplification n'est pas le mot jute. Au contraire, à partir de l'école primaire, on n'enseigne plus les choses simples, on a proscrit les apprentissages progressifs et construits des éléments simples qui ensuite permettraient l'acquisition de connaissances plus élaborées.

Les programmes affichent parfois des ambitions démesurées pour jeter de la poudre aux yeux et dissimuler la destruction de tous les apprentissages fondamentaux.

FC: Les programmes scolaires sont d'une prétention totale. Par exemple en sixième on parle de déictique (notion abordée dans le supérieur littéraire), sans même avoir enseigné auparavant les rudiments de grammaire ! Et on aborde l'histoire et la littérature sans chronologie... Finalement, ces programmes sont une sorte de bouillie, dont les élèves ne retiennent rien.

Le niveau a déjà considérablement baissé, même dans les filières d'élite, il est donc clair que pour vous des admissions au « rabais » dans les grandes écoles soient inacceptables. Quelle solution alors pour faire accéder les jeunes défavorisés aux grandes écoles, puisque, d'après vous, l'idée des conventions ZEP est définitivement à écarter ?

LL : Je le répète : arrêter de se préoccuper du social. L'école n'est pas une oeuvre sociale. Elle existe pour instruire. Il faut imposer partout les mêmes exigences. Et dès l'école primaire, il faut revenir aux apprentissages fondamentaux, lecture, orthographe, conjugaisons, grammaire, calcul, histoire chronologique... et arrêter de prétendre transformer les enfants en chercheurs. Lorsque les élèves sont censés construire leurs savoirs par eux-mêmes, seuls s'en sortent (et encore!) ceux à qui leur famille peut donner quelques clefs. Les autres malheureusement n'apprennent rien, et ne disposent d'aucun savoir solide au terme de leur scolarité.

FC : En effet ! Il faut le même enseignement de qualité pour tous, et pour aider ceux qui sont en grande difficulté, la solution est simple : il faut plus d'encadrement. Par exemple, plus de surveillants. On comptait un surveillant pour cent élèves en 1950, désormais, c'est un pour trois cents. Et puis il faut à tout prix rétablir des horaires décents dans les disciplines fondamentales : je rappelle qu'un élève d'aujourd'hui a perdu 800 heures de français sur sa scolarité, soit l'équivalent de deux années et demie, par rapport à ses aînés des années 1970 ! Il faut également multiplier les cours en demi-groupes, les classes de remise à niveau, les classes passerelles entre filières techniques et générales, etc. Bien sûr, tout cela coûte cher... mais sûrement moins cher, à terme, qu'une explosion sociale...

LL: Pour aider les élèves les plus défavorisés, ceux qui n'ont pas la chance d'être aidés chez eux, il faudrait également revenir aux heures d'études assistées.

FC : J'ajouterais enfin qu'outre les programmes, il faudrait revoir entièrement la formation en IUFM, qui pour l'instant, ne sert strictement à rien, hormis les stages de pratique accompagnée. Et pour le primaire, exiger des professeurs des écoles (actuellement recrutés en licence) la maîtrise parfaite du français, des maths et de l'histoire, ce qui n'est pas le cas de tous les licenciés !

LL : Il faut tout reprendre en amont, dès le primaire, car aujourd'hui il n'y a plus d'école républicaine ! Par exemple, en mathématiques à Normale Sup, on compte parmi les élèves de plus en plus d'enfants de mathématiciens ! Il y a là un déterminisme social très inquiétant, qui ne peut être contré, je le répète, que par un retour à un enseignement de qualité pour tous.